

**Arrêté n° PCICP2025219-0007**

Arrêté préfectoral portant prescriptions de suivi environnemental concernant l'impact sur les  
chiroptères du parc éolien exploité par la société « Parc éolien FONTAINE-MÂCON 2 »  
sur le territoire de la commune de FONTAINE-MÂCON

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1, L. 511-1, L.512-20, L. 553-1, R. 181-45, R. 511-9 et R. 512-69 ;

**VU** le code de justice administrative et notamment son article R. 311-5 ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 12 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2014204-0002 datant du 23 juillet 2014 autorisant l'exploitation du parc éolien de Fontaine-Mâcon 2 (FOMA 2) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le suivi environnemental du parc réalisé en 2016/2017 par l'association NATURE DU NOGENTAIS ;

**VU** le rapport de visite du 12 mars 2025 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le courrier recommandé du 18 mars 2025 avec accusé de réception du 21 mars 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société « Parc éolien FONTAINE-MÂCON 2 » et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**VU** les observations présentées par l'exploitant les 24 mars et 9 avril 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi environnemental effectué en 2016/2017 a révélé une mortalité de 12 cadavres de chiroptères sous 6 éoliennes du parc FOMA 1 pendant la période automnale, mettant

ainsi en évidence un impact significatif sur les chiroptères, notamment des espèces protégées inscrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ce suivi de 2016/2017 a également révélé la présence de deux chiroptères retrouvés morts sous l'éolienne E9 de FOMA 2, ce qui soulève des interrogations sur l'impact spécifique de cet aérogénérateur, en l'absence de mesures de bridage pour l'éolienne E9 et des données manquantes concernant le bridage de l'éolienne E8 prescrit à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé ;

**CONSIDÉRANT** que, bien que des mesures de bridage aient été mises en œuvre pour limiter l'impact sur les chiroptères, le suivi des périodes d'arrêt de l'éolienne E8 n'a pas été fonctionnel dans le cadre du suivi de 2016/2017, ce qui a empêché une évaluation complète de l'efficacité de ces mesures ;

**CONSIDÉRANT** la gravité des atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L. 411-1 du code de l'environnement concernant le patrimoine naturel, notamment la mortalité par collision et barotraumatisme occasionnée par le parc éolien sur les chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L. 512-20, en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations nécessaires pour prendre en compte les impacts environnementaux sur les espèces protégées, en particulier les chiroptères, que ce soit à la suite d'incidents, de la non-conformité aux prescriptions ou d'autres dangers menaçant les intérêts écologiques.

**CONSIDÉRANT** que les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 concernent notamment la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection a souligné la nécessité d'étendre le suivi environnemental à l'ensemble du parc FOMA 2 afin d'obtenir une évaluation plus précise de l'impact sur les populations de chiroptères, en tenant compte des observations effectuées dans le parc FOMA 1 et de la proximité géographique entre les deux parcs ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de poursuivre la surveillance des populations de chiroptères, notamment en 2025, pour confirmer les résultats obtenus et garantir qu'aucune mortalité accrue n'apparaisse, en prenant en compte les variations climatiques et écologiques potentielles, ainsi que l'éventuelle mise en œuvre de mesures de réduction des impacts ;

**CONSIDÉRANT** que les résultats de 2021 semblent confirmer en partie les prévisions de l'étude d'impact initiale, mais qu'il demeure nécessaire de suivre l'évolution et d'éventuellement envisager de nouvelles actions correctives, si les observations futures le nécessitent, pour éviter toute aggravation de l'impact ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu de l'urgence de la situation et de l'activité chiroptérologique, il n'est pas proposé de passage en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ;

**CONSIDÉRANT** que ces dispositions doivent être fixées par arrêté complémentaire conformément à l'article L.512-20 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

La société « Parc éolien FONTAINE-MÂCON 2 », dont le siège social se situe 140 Avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc nommé « FONTAINE-MÂCON 2 (FOMA 2) » situé sur le territoire de la commune de FONTAINE-MÂCON.



## ARTICLE 2 : SUIVI ENVIRONNEMENTAL COMPLÉMENTAIRE

L'exploitant doit réaliser un suivi environnemental de la mortalité des chiroptères sur l'ensemble du parc FOMA 2 en 2025, sur la période d'avril à novembre, afin d'évaluer la mortalité des chiroptères. Ce suivi devra être réalisé conformément au protocole ministériel en vigueur, en tenant compte des résultats précédemment observés sur FOMA 1 et FOMA 2.

## ARTICLE 3 : MESURES CORRECTIVES

Si des cadavres de chiroptères sont retrouvés lors du suivi de 2025, l'exploitant devra soumettre à l'autorité compétente des propositions de mesures correctives adaptées aux résultats du suivi. Ces propositions seront examinées par l'autorité compétente en se basant sur les protocoles et lignes directrices en vigueur pour les chiroptères. Si nécessaire, un nouvel arrêté pourra être pris pour définir des prescriptions complémentaires.

## ARTICLE 4 : RECONDUCTION DU SUIVI ENVIRONNEMENTAL

En fonction des conclusions du suivi environnemental de 2025, ce suivi pourra être reconduit si nécessaire pour poursuivre la surveillance de la mortalité des chiroptères et ajuster les mesures de gestion en conséquence.

## ARTICLE 5 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié à la société AKUO.

Il est publié, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de FONTAINE-MÂCON pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par les maires des communes précitées, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par chacun des maires à la préfecture de l'Aube – Pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

## ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la mairie de FONTAINE-MÂCON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la sous-préfète de NOGENT-SUR-SEINE.

Troyes, le **07 AOÛT 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Mathieu ORSI

### Délais et voies de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.